





# AVANT-PROPOS

Le Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition («le Groupe») est l'interface science-politique du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), principale plateforme internationale et intergouvernementale inclusive et fondée sur des données factuelles qui existe en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. Le Groupe fournit des analyses et des avis indépendants, complets et factuels à la demande du CSA et élabore, dans le cadre d'un processus scientifique, transparent et inclusif, garantie de légitimité pour les parties prenantes, des études qui impliquent de larges consultations et intègrent différentes formes de connaissances et de compétences ainsi qu'un processus rigoureux d'examen scientifique par des pairs.

Le rapport «Outils de collecte et d'analyse de données au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition: vers une prise de décision efficace, inclusive et fondée sur des données factuelles» a été produit par le Groupe à la demande du CSA et se concentre sur le rôle que les outils de collecte et d'analyse de données jouent pour ce qui est d'appuyer des décisions efficaces fondées sur des données factuelles.

La nourriture est un droit humain fondamental. Or, trop de personnes dans le monde n'ont pas un accès sûr à la nourriture dont elles ont besoin chaque jour. En 2021, environ une personne sur 11 dans le monde (soit quelque 800 millions de personnes) était confrontée à la faim et beaucoup plus (soit environ 2,3 milliards) étaient en situation d'insécurité alimentaire modérée ou grave. Le monde n'est pas sur la bonne voie pour ce qui est d'atteindre les cibles des ODD relatives à la faim, à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition. Pour inverser cette tendance, il faut agir différemment et plus efficacement.

Dans ce contexte, **les conclusions et recommandations du présent rapport constituent une importante contribution à la sécurité alimentaire et à la nutrition.** Il faut, pour concevoir, suivre et évaluer des politiques de sécurité alimentaire et

de nutrition efficaces, disposer de données de qualité et les analyser précisément et en temps opportun. Les données sont également essentielles pour assurer la responsabilité des politiques gouvernementales et suivre leur mise en œuvre et leur impact.

Nous vivons également une révolution des données qui, portée par les nouvelles technologies, accroît de manière exponentielle le volume et les types de données disponibles. Cela offre de **vastes possibilités** pour ce qui est d'informer et de transformer les systèmes alimentaires, mais crée également de **nouveaux risques** et peut creuser les inégalités dans ou entre les pays et les sociétés.

Un important défi, dans l'élaboration de ce rapport, a été la **complexité inhérente** aux différents angles et aux multiples dimensions de la collecte, de l'analyse et de l'utilisation des données, notamment économiques, sociales, institutionnelles, politiques, juridiques et techniques, ainsi qu'aux types d'utilisateurs impliqués, à savoir le public et le privé, et les nombreux et divers objectifs pour lesquels les données peuvent être utilisées.

Pour **déterminer la portée du rapport**, le Groupe a pris en compte les éléments suivants: 1) les points explicitement formulés par le CSA dans sa demande; 2) les résultats de la consultation électronique correspondante; et 3) les conclusions de la réunion organisée par le secrétariat du CSA sur la question.

Il a été particulièrement difficile de répondre à certains points de la demande du CSA en raison de la rareté des informations concernant certaines questions et du fait que les lacunes en matière de données sont propres à chaque pays et ne peuvent être décrites au niveau mondial. C'est pourquoi le présent rapport donne des orientations pour les recherches futures et suggère des mesures propres à améliorer la situation à l'avenir.

En outre, nombre des problèmes recensés ne sont pas spécifiques aux données relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition, mais s'appliquent à tous les types de données. Il a donc fallu trouver un **équilibre optimal entre les considérations générales relatives aux données et celles spécifiques aux données relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition**, cela afin d'éviter les doublons et les chevauchements avec d'autres rapports internationaux relatifs aux données.

Bien conscient de la complexité du présent rapport et de sa pertinence pour l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition, le Groupe s'est efforcé d'appliquer un **maximum de précision, de rigueur et de professionnalisme**, travaillant à tout moment avec des preuves et des références académiques et fournissant, au sujet des questions controversées, des arguments et des conclusions solides et équilibrés.

Le résultat est un ensemble de **recommandations pratiques** adressées au CSA, aux gouvernements, aux Nations Unies et aux institutions internationales, ainsi qu'au monde universitaire.

**Il est impératif, pour appuyer cet effort, de mettre en œuvre la transformation nécessaire des systèmes alimentaires et d'embrasser la révolution des données.**

En menant maintenant une action décisive tirant parti des opportunités politiques actuelles, de la sensibilité et de la prise de conscience du public ainsi que de l'innovation technologique, on pourra orienter le cap dans la bonne direction. Le CSA et ses membres pourront tirer le meilleur profit du présent rapport et de ses recommandations concrètes.

Au nom du Comité directeur du Groupe, je tiens à féliciter et à remercier les experts internationaux de l'équipe de projet dirigée par M. Carlo Cafiero. Ils ont fourni un travail impressionnant, uniquement de façon bénévole.

Le rapport a également grandement bénéficié des propositions d'un grand nombre d'experts et d'institutions qui ont largement commenté la portée du rapport et sa première version. En outre, je tiens à rendre hommage aux pairs examinateurs pour leur dur labeur. Enfin, je tiens à remercier le secrétariat du Groupe pour son précieux soutien.

Le Groupe a une mission très noble et importante, celle de produire des **rapports scientifiques, biens publics** qui servent de points de départ aux débats du CSA, entre des acteurs ayant de nombreux points de vue et, souvent, des objectifs différents. Le présent rapport peut faire une réelle différence sur le terrain et grandement contribuer à atténuer les périls de la faim et à améliorer la nutrition. J'espère que les décideurs, les praticiens, tous les acteurs de l'alimentation, de l'agriculture et de la nutrition ainsi que tous les secteurs concernés dans le monde entier en feront le meilleur usage.

# MESSAGES CLÉS

- Partout dans le monde, il est essentiel de disposer en temps utile de données pertinentes de qualité pour que puissent être prises en connaissance de cause des mesures favorisant un meilleur accès à la nourriture et une meilleure nutrition.
- En dépit de l'abondance et de la disponibilité croissante de données et d'informations pertinentes pour la sécurité alimentaire et la nutrition, les décideurs ignorent souvent l'existence et l'utilité de telles données ou n'utilisent pas celles-ci de manière appropriée, en raison de difficultés rencontrées à chaque étape du cycle des données, qui comprend : la détermination des priorités et des besoins en matière de données; l'examen, la consolidation, la collecte et la conservation des données; l'analyse des données au moyen d'outils appropriés; la conversion des données en informations pertinentes destinées à être diffusées et examinées; et enfin, l'utilisation des données aux fins de la prise de décisions.
- Des lacunes subsistent pour des données fondamentales qui permettent d'orienter correctement les mesures et d'éclairer l'élaboration de politiques, en particulier s'agissant d'obtenir en temps voulu des données suffisamment détaillées relatives à la capacité qu'ont les personnes de produire localement des aliments et d'accéder à la nourriture, à leur consommation réelle d'aliments et de nutriments, et à leur état nutritionnel. Des investissements financiers accrus et soutenus sont nécessaires pour combler ces lacunes.
- Plusieurs autres obstacles limitent l'efficacité des mesures de politique générale prises sur la base des données, en particulier dans les pays ayant peu de ressources. Parmi ceux-ci figurent les faibles compétences en matière de culture et d'analyse des données (tant qualitatives que quantitatives) que possèdent les utilisateurs de données et d'informations à tous les niveaux, qu'il s'agisse de ceux qui les recueillent ou les analysent, des décideurs ou des populations, qui sont les bénéficiaires finaux des politiques en matière de sécurité alimentaire et de nutrition.

- La complexité du système des institutions et des acteurs publics et privés intervenant dans le cadre des données relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition, à laquelle s'ajoute le changement rapide des caractéristiques des écosystèmes de données actuels dû à la révolution numérique et à l'omniprésence de l'internet, appelle une coordination à l'échelle mondiale pour améliorer la gouvernance des données. Il est particulièrement urgent de parvenir à un accord concernant la nature des données et des informations relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition en tant que bien public, et d'établir, sur la base de celui-ci, un cadre juridique mondial permettant la circulation la plus large possible des informations pertinentes, tout en préservant les droits des personnes à qui les données appartiennent.

# INTRODUCTION

Lorsque le Secrétaire général de l'ONU, M. António Guterres, a ouvert le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, le 23 septembre 2021, il a qualifié les systèmes alimentaires actuels de «défaillants»<sup>1</sup>. Avant même que la covid-19 ne fasse son apparition inquiétante à la fin de 2019 et avant même l'agression de l'Ukraine par la Fédération de Russie, l'absence de progrès suffisants vers les cibles de l'objectif de développement durable 2 (ODD 2)<sup>2</sup> avait clairement montré que les systèmes alimentaires qui existaient dans le monde avaient été incapables d'assurer à tous la sécurité alimentaire et une nutrition suffisante, et que d'importantes transformations étaient nécessaires pour corriger cette situation. Peu sont ceux qui peuvent douter de l'ampleur de la faim persistante, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition multiforme généralisée qui prévalent dans le monde aujourd'hui (FAO *et al.*, 2017; 2022). Or, on ne dispose toujours pas, à ce jour, d'éléments que l'on puisse utiliser pour mettre en évidence l'ampleur relative de cet échec et apporter des solutions aux systèmes alimentaires.

L'action des agents publics et privés associés à la gestion et au fonctionnement des systèmes alimentaires, de la production à la distribution et à la consommation, dépend de manière cruciale de l'étendue des données et des informations dont ils disposent. Malgré l'augmentation rapide de la quantité de données et d'informations dont on dispose aujourd'hui, le présent rapport souligne qu'il faut, si l'on veut être plus efficaces dans l'élaboration de stratégies relatives à l'agriculture, à la sécurité

---

1 Voir <https://www.un.org/en/food-systems-summit/news/un-secretary-generals-remarks-food-systems-summit> et <https://www.youtube.com/watch?v=58lDl6-SaQA>.

2 Le deuxième objectif du Programme de développement durable à l'horizon 2030 (communément appelé ODD 2) se lit comme suit: «Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable». Il comprend cinq cibles de résultat et trois cibles relatives aux moyens de mise en œuvre. La cible 2.1 est la suivante: «D'ici à 2030, éliminer la faim et faire en sorte que chacun, en particulier les pauvres et les personnes en situation vulnérable, y compris les nourrissons, ait accès toute l'année à une alimentation saine, nutritive et suffisante», tandis que la cible 2.2 se lit comme suit: «D'ici à 2030, mettre fin à toutes les formes de malnutrition, y compris en atteignant d'ici à 2025 les objectifs arrêtés à l'échelle internationale relatifs aux retards de croissance et à l'émaciation chez les enfants de moins de 5 ans, et répondre aux besoins nutritionnels des adolescentes, des femmes enceintes ou allaitantes et des personnes âgées». Voir <https://sdgs.un.org/goals> pour une description complète des ODD, des cibles et des indicateurs.



alimentaire et à la nutrition, améliorer leur *actualité*, leur *fiabilité*, leur *pertinence*, la *profondeur de leur analyse* ainsi que l'*étendue et la clarté de leur communication*<sup>3</sup>.

Le présent rapport, produit à la demande du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), porte sur la mesure dans laquelle les **outils de collecte et d'analyse de données** peuvent aider les agents publics et privés à prendre des décisions efficaces et fondées sur des données factuelles. Il reprend les points explicitement évoqués par le CSA<sup>4</sup> et propose des solutions pour ce qui est d'aider à inverser les tendances négatives de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition qui, liées à l'instabilité politique et sociale (FAO *et al.*, 2017), aux effets du changement climatique (FAO *et al.*, 2018) et au ralentissement économique (FAO *et al.*, 2019), ont été exacerbées par les effets persistants de la pandémie de covid-19 et par le conflit survenu entre la Fédération de Russie et l'Ukraine.

Le CSA a expliqué la raison d'être de ce rapport comme suit:

Bien qu'il soit communément admis qu'une décision judicieuse repose sur des informations et des données de bonne qualité, de nombreux pays, en particulier à revenu faible ou à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, ne disposent pas de statistiques fiables et à jour relatives à l'agriculture et à la sécurité alimentaire. Malgré tous les efforts déployés, la plupart de ces pays ne réalisent toujours pas d'enquêtes régulières sur les ménages et les exploitations agricoles, ne respectent pas les exigences minimales en matière de transmission de données, ne sont pas dotés de systèmes de données pérennes et n'ont pas les capacités suffisantes pour analyser ni utiliser les données disponibles (CFS 2019/46/7, 2019, p. 9).

---

3 Dans l'ensemble du rapport, le terme «agriculture» désigne l'ensemble des activités qui consistent à utiliser des ressources naturelles (terre, eau, forêts, poissons) pour produire des aliments.

4 À savoir:

- Indiquer les avantages liés à l'utilisation de données et les coûts d'opportunité en cas de non utilisation dans la prise de décision;
- Donner des exemples d'initiatives ayant encouragé la prise de décision fondée sur des éléments factuels dans les domaines de l'agriculture et de la sécurité alimentaire dans les secteurs public et privé et dans le milieu universitaire, et d'approches qui n'ont pas fonctionné;
- Déterminer les lacunes à combler en priorité en matière de production et d'analyse de données et qui ne sont pas prises en compte dans les initiatives en cours;
- Mettre en évidence les obstacles qui entravent la collecte, l'analyse et l'utilisation de données de qualité lors de la prise de décision;
- Montrer que la collecte et l'utilisation de données permettent aux personnes les plus concernées par les politiques qui découlent de ces données, y compris les agriculteurs et les autres producteurs d'aliments, de faire entendre leur voix (CFS 2019/46/7, 2019, p. 10).

Par conséquent, **alors que beaucoup vivent dans des endroits où les données et les informations circulent avec une masse et une rapidité sans précédent, de nombreux pays manquent encore de systèmes de données durables et de capacités connexes.** Plutôt que de recommander d'emblée des investissements supplémentaires dans la collecte de données pour la sécurité alimentaire et la nutrition, nous proposons d'abord des moyens de repenser profondément la collecte de données et les outils d'analyse **afin d'assurer une utilisation et une réutilisation complètes et appropriées des données existantes.**

Le CSA a donné, pour le présent rapport, la justification supplémentaire suivante:

Par ailleurs, il est essentiel, pour résoudre les problèmes de qualité des données, de suivre les progrès accomplis et de connaître l'état d'avancement de la concrétisation des objectifs communs, les ODD, au niveau mondial. Pour chaque indicateur des ODD, on a désigné un garant parmi les organismes spécialisés des Nations Unies afin que soient produites des statistiques mondiales fiables qui permettent de suivre les progrès accomplis dans la mise en œuvre du Programme 2030. Cependant, la réussite des ODD tient largement au renforcement de la collecte de données et des capacités statistiques au niveau national, y compris à l'appui de la coordination entre les services statistiques nationaux (CFS 2019/46/7, 2019, p. 9).

À l'heure où nous écrivons ces lignes, il existe encore, dans le monde, de nombreux pays où une formation doit être mise en place pour disposer de ressources humaines suffisantes pour interpréter, traiter et assimiler correctement les nouvelles données sous les diverses formes sous lesquelles elles sont continuellement générées, stockées et distribuées. Ce qui est particulièrement préoccupant, c'est que **cela vaut également pour la communauté scientifique**, où les outils de recherche les plus traditionnels sont mis au défi par de nouveaux moyens<sup>5</sup>, qui n'ont pas encore suffisamment imprégné les programmes d'enseignement. Cela met en évidence la **nécessité d'investir dans le développement des capacités à tous les niveaux, de l'école primaire à la formation spécialisée des professionnels des institutions publiques et privées qui traitent de données.**

---

5 Nous y reviendrons plus en détail dans les sections ultérieures du rapport, mais considérons, par exemple, les développements de la théorie de la mesure qui abordent le problème de la quantification dans les sciences comportementales et sociales (Bond, Yan et Heene, 2020; Mari *et al.*, 2017) ou les implications épistémologiques des mégadonnées pour la recherche (Kitchin, 2014b).

# RÉSUMÉ

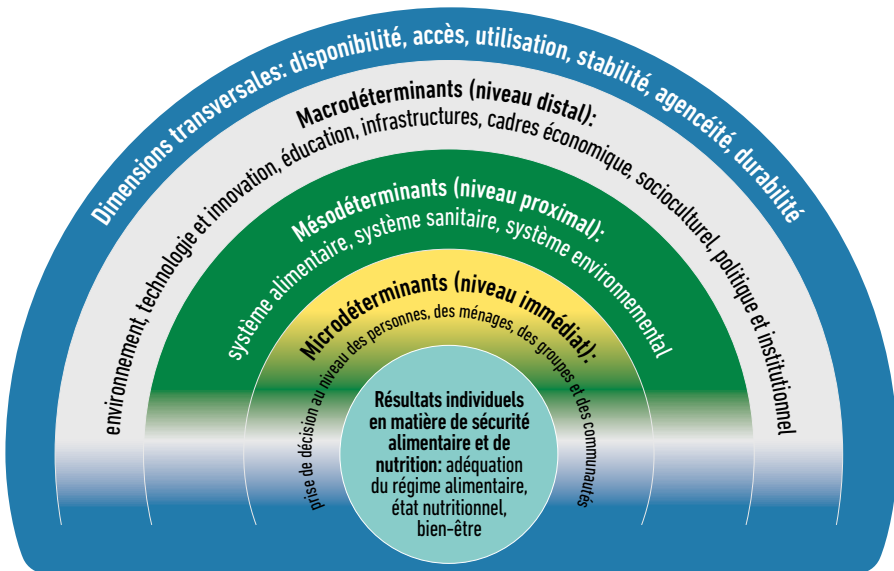
Le présent rapport a été conçu pour, en réponse à l'appel du CSA, permettre de jeter les bases d'une prise de décision en connaissance de cause, d'établir des normes en faveur de politiques fondées sur des données améliorées dans le domaine de la sécurité alimentaire et de la nutrition et d'accroître l'efficacité du suivi, de l'examen et des mesures qui en découlent aux fins de la concrétisation de l'ODD 2 (CFS 2019/46/7, 2019, p. 9).

Pour commencer à jeter ces bases, le rapport a été établi en partant du principe que pour élaborer des politiques de sécurité alimentaire et de nutrition aux niveaux mondial, national et local, il faut **utiliser des données, nouvelles ou existantes, pour prendre des décisions efficaces et fondées sur des éléments factuels, et qu'il s'agit d'un processus distribué**, où les responsabilités sont assumées par différents individus et institutions, à différents niveaux.

Le rapport s'articule autour de six chapitres: le **chapitre 1** définit les concepts clés qui entourent les outils de collecte et d'analyse de données présentés tout au long du document. Il fournit des définitions opérationnelles des *données*, *des outils d'analyse et de la gouvernance des données*, cela afin d'éviter toute ambiguïté dans l'interprétation de ces concepts. Il aborde également la question des données en tant que biens publics, aspect qui importe lorsqu'on envisage des améliorations du renforcement des capacités, des mécanismes institutionnels et de la coordination qui, à leur tour, influent sur les modalités de gouvernance des données. Il est fourni un cadre conceptuel (voir la section 1.2 et la figure 1) qui, s'appuyant sur les travaux antérieurs du Groupe et d'autres organisations (Bronfenbrenner, 1979; DFID, 1999; HLPE, 2017, 2020; UNICEF, 1990), établit un lien entre, d'une part, les politiques et les actions relatives au système alimentaire et, d'autre part, la sécurité alimentaire et l'état nutritionnel des individus ainsi que le contexte dans lequel ils vivent.

FIGURE 1

## CADRE D'UNE VISION SYSTÉMIQUE DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE LA NUTRITION DESTINÉ À GUIDER LA COLLECTE ET L'ANALYSE DE DONNÉES

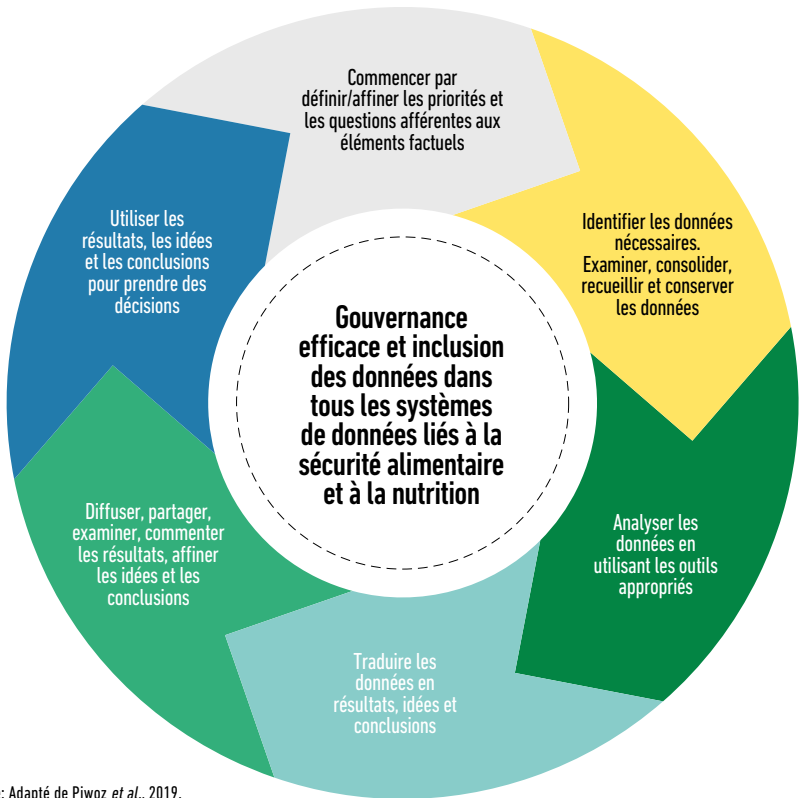


Source: Création de l'auteur, inspirée du Cadre de systèmes alimentaires durables du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition (HLPE, 2017; 2020), du Cadre conceptuel des déterminants de la malnutrition de l'UNICEF (UNICEF, 1990; 2021), du Modèle socioécologique de Bronfenbrenner (Bronfenbrenner, 1979) et du Cadre des moyens d'existence durables du DFID (DFID, 1999).

L'une des caractéristiques clés du cadre conceptuel est la distinction en niveaux qu'il opère sur la base de la proximité qui existe entre les facteurs socioécologiques liés à la sécurité alimentaire et à la nutrition (et les décideurs correspondants) et les individus finalement concernés par les politiques et actions correspondantes. En outre, inspiré et adapté du cycle de données présenté par Data for Decisions to Expand Nutrition Transformation (DataDENT, n.d.), il identifie des domaines thématiques pour la collecte et l'analyse de données sur la sécurité alimentaire et la nutrition (voir la section 1.3) et fournit une représentation schématique des principales étapes d'utilisation de ces données pour des objectifs particuliers. Ces six étapes d'un **cycle de décision fondé sur des données** commencent par l'identification de la question prioritaire et se poursuivent par l'utilisation des

résultats, des idées et des conclusions (voir figure 2). La gouvernance efficace et l'inclusion des données sont décrites en profondeur, comme le souligne le centre de la figure 2. Cette schématisation complète le cadre conceptuel, car elle met en évidence la manière dont les différents acteurs utilisent les données pour remplir différentes fonctions tout en illustrant comment une myriade de rôles peuvent coordonner les efforts pour une prise de décision liée à la sécurité alimentaire et à la nutrition. Ensemble, le cadre conceptuel et le cycle de données aident à encadrer la discussion menée dans les chapitres suivants du rapport.

**FIGURE 2**  
**CYCLE DE DÉCISION FONDÉ SUR DES DONNÉES**



Source: Adapté de Piwoz *et al.*, 2019.

Le cadre conceptuel offre un moyen efficace de **guider la sélection et l'analyse de manière organisée**, en complétant une matrice (figure 3 du rapport principal), où chaque étape du cycle de données est associée aux éléments du système général, depuis les résultats distaux (ou macro) jusqu'aux résultats individuels.

Tout au long du rapport, le cadre conceptuel et le cycle de décision fondé sur des données sont utilisés pour mettre en évidence la manière dont les données et les outils d'analyse sont liés à chacune des six dimensions de la sécurité alimentaire introduites par le Groupe (HLPE, 2020).

Il importe de noter que le rapport adopte, en ce qui concerne les **données, une définition large** qui inclut tous les types d'informations, **tant quantitatives que qualitatives**, qui peuvent être **codifiées, stockées et transmises sous forme analogique ou numérique**, et reconnaît les risques et les limites que présente un recours exclusif à des variables quantifiées pour éclairer les décisions.

Le **chapitre 2** passe en revue les données et les outils d'analyse qui existent pour la sécurité alimentaire et la nutrition. Malgré l'abondance de données relatives à ces questions à tous les niveaux, **on constate un manque d'accès large et partagé aux données désagrégées et granulaires dont on a besoin, aux niveaux infranational et local, pour agir**. Les données existantes pourraient être mieux partagées et analysées, par les agents publics et privés nationaux et internationaux, afin d'extraire la richesse des informations utiles qu'elles contiennent. Cela nécessitera de **repenser la manière dont les données relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition sont gérées**, surtout si l'on considère l'évolution rapide de l'écosystème des données, décrite plus loin dans le rapport. L'examen des initiatives existantes de collecte et d'analyse de ces données fournit divers exemples de bonnes pratiques qui pourraient être améliorées et utilisées pour concevoir des initiatives similaires. Cet examen identifie également les lacunes et les difficultés les plus importantes que l'on rencontre à chaque étape du cycle en ce qui concerne, notamment, les données caractérisant les exploitations agricoles, telles celles produites par les recensements agricoles; les données recensant les différentes caractéristiques des exploitations agricoles et autres opérations du système agroalimentaire au niveau local, telles que fournies par les enquêtes sur les exploitations agricoles et d'autres secteurs; les données relatives aux dépenses alimentaires des ménages; et, surtout, les données relatives aux apports alimentaires individuels. Ces types de données sont essentiels pour guider

des interventions ciblées de sécurité alimentaire et de nutrition, car ils fournissent des informations précises sur les systèmes alimentaires locaux et sur l'étendue des inégalités qui prévalent au sein des populations. Bien qu'il existe des enquêtes et d'autres sources de données au niveau des ménages et des individus, la qualité des données qu'elles fournissent, et la fréquence à laquelle elles sont générées, sont encore largement insuffisantes pour étayer une prise de décision efficace, en particulier dans les pays à revenu faible et intermédiaire, et pour mener des évaluations dans des situations d'urgence et d'autres contextes difficiles.

La seconde partie du chapitre 2 examine les défis actuels et les possibilités d'améliorer, en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, une prise de décision fondée sur des données à chaque étape du cycle. L'une des conclusions est qu'**il y a un manque général de clarté et de coordination entre les décideurs pour ce qui est de fixer les priorités lorsqu'ils décident de recueillir et d'analyser des données**, ce qui empêche de combler les lacunes recensées actuellement en la matière. En coordonnant mieux la fixation des objectifs d'utilisation des données, on aidera à créer un environnement propice où les institutions de différents niveaux travailleront ensemble à rassembler, conserver et diffuser les données. Cela favorisera un meilleur accès aux données existantes et évitera la prolifération inutile d'indicateurs, d'initiatives de collecte de données et d'assurance de la qualité qui se traduit par des résultats fragmentés, difficiles à concilier et inadaptés à une action efficace.

Il convient, **en ce qui concerne la prise de décision, de souligner l'importance des informations qualitatives**. Il peut y entrer directement en compte, pour ce qui est d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition, une myriade de considérations personnelles, sociétales, culturelles, religieuses et autres. Nombre de ces aspects peuvent être difficiles, voire impossibles à saisir avec des données quantitatives, et les données qualitatives se prêtent moins à la collecte par des enquêtes simples et standardisées, ce qui fait que ce type d'information peut finir par être exclu des exercices de consolidation et de diffusion de données. Un dernier aspect concerne la communication et l'importance de communiquer les données et les résultats de leur analyse de manière à ce qu'elles soient utiles et efficaces pour la prise de décision.

Le **chapitre 3** examine les principales **contraintes et les goulots d'étranglement** qui sous-tendent nombre des lacunes identifiées dans les chapitres précédents en ce qui concerne la collecte et l'analyse des données relatives à la sécurité alimentaire et à

la nutrition, mettant l'accent sur les conditions qui prévalent dans les pays à revenu faible et intermédiaire. Ces contraintes sont regroupées en deux grandes catégories: celles liées à l'insuffisance de ressources – moyens financiers, capital humain et infrastructures de données, de recherche et d'analyse; et celles liées à l'insuffisance de mécanismes institutionnels, qui entraîne des problèmes de gouvernance des données. **L'allocation en temps opportun de ressources financières suffisantes, de manière prévisible, est essentielle pour appuyer, dans tout pays, la mise en place d'un écosystème de données relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition efficace.**

Or, il s'agit d'un problème grave que signalent de nombreux pays, où les offices nationaux de statistique identifient le financement comme l'une de leurs principales contraintes, en particulier dans le secteur agricole. Les contraintes de ressources continuent de limiter la collecte de données dans le domaine de l'agriculture (où, pour une prise de décision judicieuse, il faut effectuer des recensements réguliers et mener des enquêtes sur les opérations tout au long de la filière alimentaire), ainsi que dans celui de la sécurité alimentaire et de la nutrition (où il faut réaliser des sondages réguliers auprès des ménages et obtenir des informations sur les apports alimentaires). Il s'agit certes là d'initiatives coûteuses, qui exigent des niveaux suffisants de moyens humains, mais elles sont essentielles car elles constituent l'épine dorsale de tout système de données relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition.

Le chapitre 3 met également en avant les équilibres à assurer entre les ressources financières et humaines nécessaires pour garantir une production suffisante de données de qualité: si l'on peut réduire le coût des opérations de terrain, du stockage et de la diffusion des données en passant d'opérations traditionnelles (comme le font encore de nombreux bureaux nationaux de statistique et autres services connexes de pays à faible revenu) à des technologies modernes de production de données et au développement du numérique, ce processus doit s'accompagner d'investissements initiaux (infrastructures, machines, etc.), mais aussi de **la mise en place des capacités professionnelles nécessaires**. L'utilisation efficace de technologies modernes pour la production et l'analyse des données relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition requiert des compétences qui sont encore rares. L'absence d'investissement suffisant dans le capital humain, à savoir l'extension de l'enseignement de la science des données et des statistiques à tous les professionnels associés au cycle de décision fondé sur des données relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition, est la contrainte la plus forte qui empêche les systèmes de données correspondants de se développer dans la plupart des pays



à faible revenu. C'est, partant, le domaine dans lequel les investissements seront certainement les plus rentables.

En ce qui concerne les mécanismes institutionnels, nous constatons un **manque de coordination entre les divers organismes associés à la production et à l'analyse des données relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition**, qui opèrent souvent dans le cadre de modalités administratives et logistiques différentes, par exemple en tant qu'unités de différents ministères (agriculture, santé, économie, environnement, etc.). Il en résulte souvent une duplication coûteuse d'activités, source de redondance et, parfois, d'incohérence des informations produites par les différentes unités. Ce problème touche non seulement les institutions gouvernementales nationales, mais aussi les milieux universitaires et, parfois, les organisations internationales, y compris au sein du système des Nations Unies. L'examen conduit à préconiser **fortement d'accroître la coordination à tous les niveaux**, du local au national en passant par l'international, point sur lequel nous reviendrons dans les chapitres 5 et 6.

Une réflexion sur les données et les outils d'analyse ne peut être complète sans reconnaître que nous sommes au milieu d'une révolution des données, y compris dans le domaine de l'agriculture, de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Le **chapitre 4** examine la manière dont les technologies nouvelles et émergentes des données numériques peuvent, de nombreuses façons, faciliter la production de données relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition et leur analyse à condition, peut-être, que l'on remette en question les manières traditionnelles de penser et de réglementer ces activités, y compris les rôles et les responsabilités des acteurs publics et privés.

Plusieurs exemples montrent comment chacune de ces technologies peut contribuer à chaque phase du cycle de décision fondé sur des données, et fournir des informations pertinentes pour chacune des six dimensions de la sécurité alimentaire et de la nutrition. L'examen confirme que **ces technologies peuvent apporter une énorme contribution, même si leur large diffusion comporte également des risques**. Il s'agit notamment de la diffusion incontrôlée de données numériques recueillies par des dispositifs intégrés dans des machines (des tracteurs aux téléphones personnels), qui peut menacer la vie privée; des problèmes de responsabilité découlant de la dépendance à l'intelligence artificielle, à l'apprentissage automatique et à d'autres processus décisionnels automatisés

ou semi-automatisés, qui soulèvent un certain nombre de considérations éthiques concernant l'utilisation de ces technologies modernes; des problèmes de qualité et d'interopérabilité des données qui peuvent dépendre de la technologie utilisée; enfin, des questions très importantes **d'équité, d'évolutivité et d'inclusion qui se posent lorsque l'on considère les différences de capacité qui existent à la fois entre les pays et entre les acteurs publics et privés.**

Nombre des questions soulevées et débattues dans les chapitres précédents mènent naturellement à des considérations relatives à la gouvernance des données, thème du **chapitre 5**. Ce chapitre commence par aborder deux questions quelque peu controversées, mais fortement liées, qui concernent cette gouvernance. La première est le débat sur la nature des données: Celles-ci doivent elles être considérées comme des biens publics ou privés, et quel rôle les marchés peuvent ils jouer à cet égard? Les mécanismes de marché peuvent-ils garantir un approvisionnement et un accès satisfaisants aux données? L'autre question est celle de la propriété des données et de leur valeur sociale. Qui, en particulier lorsque les données contiennent des informations personnelles, doit en être le propriétaire? Et si l'on considère que les données appartiennent aux personnes auxquelles les informations se rapportent, ces personnes doivent-elles avoir le droit de les vendre? En ce qui concerne spécifiquement la sécurité alimentaire et la nutrition, il existe des arguments convaincants selon lesquels on a besoin, pour mieux guider les interventions, de données plus désagrégées, données qui pourraient permettre d'identifier des personnes ou un groupe, auquel cas elles seraient considérées comme «personnelles». La question se pose donc de savoir si les mécanismes actuels de protection des données personnelles, tels ceux fondés sur le consentement éclairé, suffisent à protéger les droits des propriétaires de ces données tout en garantissant que l'on puisse y accéder pour en exprimer tout le potentiel en termes d'avantages sociaux. L'une des principales suggestions du présent rapport est que, d'un point de vue moral, **les données personnelles, comme le sang, sont une chose que les gens peuvent choisir de donner lorsque cela est nécessaire pour obtenir un service personnel** (par exemple, lorsque le sang est donné pour des tests médicaux), mais qu'ils devraient également être encouragés à donner lorsqu'il y a une indication claire que son utilisation peut contribuer à un plus grand bien (comme sauver la vie de quelqu'un). Ce qui devrait être clair comme de l'eau de roche, **c'est que toute revente de ces données devrait être considérée comme immorale, voire poursuivie comme étant illégale.**

La principale conclusion de la première partie de ce chapitre est que, parce que les données modernes qui sont enregistrées, stockées et partagées sous forme numérique peuvent être utilisées et réutilisées, même simultanément par de nombreuses personnes, elles doivent être conçues comme des **biens intrinsèquement publics**. L'accès à ces données ne devrait être restreint que lorsque cela est nécessaire pour protéger des droits humains fondamentaux, comme la vie privée des personnes concernées. À cette fin, des cadres juridiques innovants, tels ceux fondés sur le concept de **fiducies de données**, définies par l'Open Data Initiative comme «des structures juridiques qui assurent une intendance indépendante de certaines données au profit d'un groupe d'organisations ou de personnes» (Open Data Initiative, 2018), constituent une option prometteuse pour ce qui est de faire progresser la gouvernance des données, y compris dans le secteur agricole et en ce qui concerne les données relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition.

Heureusement, il s'agit là d'un domaine d'étude et de débat très actif, et le chapitre présente des exemples d'initiatives existantes qui peuvent servir de modèles pour d'autres solutions encore.

Enfin, le **chapitre 6** résume les conclusions du rapport et émet des recommandations.

# RECOMMANDATIONS

L'une des principales conclusions des débats menés autour du rapport est que nous vivons dans un monde où les données et les informations sont générées et circulent avec un volume et une vitesse sans précédent. Beaucoup plus de données et d'informations potentiellement pertinentes pour la sécurité alimentaire et la nutrition sont aujourd'hui produites en dehors des domaines traditionnels et officiels des données et des statistiques. En conséquence, le nombre d'acteurs qui jouent un rôle important dans ce domaine a considérablement augmenté. Le fait d'utiliser des données et des informations pour parvenir à des décisions efficaces, fondées sur des éléments factuels, implique un processus distribué, qui comprend à la fois des acteurs publics (gouvernements et organisations multilatérales internationales du système des Nations Unies) et des acteurs privés (des grandes sociétés multinationales aux petits agriculteurs et autres acteurs des chaînes de valeur alimentaires, en passant par les ONG et les représentants de consommateurs et de citoyens du monde entier).

Les recommandations formulées dans le présent rapport constituent un appel à l'action de la part de tous ces acteurs qui, s'il est suivi, peut se révéler utile pour évoluer vers des décisions plus efficaces, fondées sur des données factuelles, qui rendront les systèmes alimentaires plus durables et garantiront la sécurité alimentaire et une meilleure nutrition à tous, en particulier aux milliards de personnes qui, dans le monde, souffrent encore de la faim et de diverses formes de malnutrition.

Nombre des messages contenus dans ce rapport ne seront pas nouveaux. L'importance de données et d'une prise de décision fondée sur des données factuelles pour une transformation des systèmes alimentaires a été largement publiée et étudiée (Banque mondiale, 2021). Le Rapport sur la nutrition mondiale 2014 a appelé à une révolution des données nutritionnelles (Institut international de recherche sur les politiques alimentaires [IFPRI], 2014) et de nombreux ouvrages ultérieurs ont appelé l'attention

sur les défis qui se présentent et l'action menée dernièrement pour les relever (voir, par exemple, Piwoz *et al.*, 2019). En effet, plusieurs des défis rencontrés le long du cycle de données ont été bien mis en avant, et des solutions proposées, au Forum mondial des Nations Unies sur les données 2021<sup>6</sup>. Une abondante littérature a également souligné l'importance primordiale d'investir de manière soutenue dans les capacités financières et humaines requises pour accompagner cette révolution des données<sup>7</sup>.

Malgré cette reconnaissance et les efforts antérieurs, la production et l'utilisation de données restent terriblement insuffisantes pour faire progresser la sécurité alimentaire et la nutrition. Par exemple, si les effets de la pandémie de covid-19 ont été modélisés (FAO *et al.*, 2017; Headey *et al.*, 2020), nous ne connaissons ni son véritable impact sur l'accessibilité économique de la nourriture, ni les conséquences du manque de données actualisées sur la sécurité alimentaire et la nutrition. Les effets persistants de la covid19 et des conflits en cours sur la sécurité alimentaire et la nutrition ne seront pas non plus suffisamment quantifiés et compris. Ces lacunes empêchent d'élaborer des politiques et des programmes efficaces de lutte contre l'accroissement de la faim et de la malnutrition. En effet, face à l'échec des systèmes alimentaires et à moins d'une décennie de l'échéance de 2030, la réalisation de la plupart des ODD dépend d'une transformation radicale et urgente des systèmes alimentaires (HLPE, 2020). Or, les ressources et le temps sont rares, avec de nombreuses priorités concurrentes et des équilibres à prendre en compte. Au vu de ces considérations, ce qu'il faut, c'est se concentrer sur **les données pour établir un diagnostic et étayer la transformation des systèmes dont la sécurité alimentaire, la nutrition et la planète ont un besoin si urgent.**

Pour véritablement progresser dans l'utilisation des données aux fins de la sécurité alimentaire et la nutrition, il faudra mener une action audacieuse et concertée et opérer, dans la manière dont les données et les informations sont utilisées, les cinq changements fondamentaux suivants:

---

6 Pour plus d'informations, voir <https://unstats.un.org/unsd/undataforum/blog/promoting-data-use-a-key-challenge-for-statisticians/>.

7 Voir, par exemple, cette initiative de la Stratégie pour la transformation de l'agriculture africaine 2016-2025, qui consiste à: investir dans les systèmes et les données au niveau des pays pour appuyer les pratiques d'agriculture climato-intelligente et la résilience du secteur agricole; développer l'acquisition, l'application et la gestion de mégadonnées pour les outils et services de décision en matière de résilience; investir dans les infrastructures et la formation au niveau des pays pour atteindre les objectifs du CSA, surveiller les émissions de gaz à effet de serre et appuyer l'innovation; appuyer la conception et le déploiement d'outils et de produits d'évaluation des risques agricoles liés au changement climatique (Banque africaine de développement, 2016, p. 20).

## 1. ACCROÎTRE LA DEMANDE DE DONNÉES POUR LA PRISE DE DÉCISION PARMIS LES GOUVERNEMENTS, LES DÉCIDEURS ET LES DONATEURS

La demande de données pour la prise de décision est un préalable à la réalisation d'investissements plus nombreux et de meilleure qualité et à une utilisation plus efficace des données. Or, de nombreuses considérations politiques, économiques et autres pèsent sur les décisions stratégiques et programmatiques, de sorte que les données ne sont pas toujours une priorité absolue. La transparence des données et l'adoption de stratégies nationales claires en la matière<sup>8</sup> sont essentielles pour garantir que les décideurs disposent de données exploitables au moment où ils en ont besoin, et sous des formes qui facilitent leur utilisation. Une autre façon d'améliorer l'utilisation des données est d'illustrer les incidences économiques potentielles de leur *non*-utilisation. Il est toutefois surprenant de constater que peu d'études ont quantifié le coût économique que représentent, pour les pays, des politiques et des programmes qui n'étaient pas suffisamment étayés par des données. Cela doit changer.

L'appui à la demande de données peut être facilité par un cadre qui aide à aligner et à coordonner l'aide des organisations internationales et des donateurs.

À cet effet, nous recommandons:

- que le système des Nations Unies donne des orientations quant aux **bonnes pratiques à adopter pour établir des priorités** en s'appuyant sur des cadres de décision fondés sur des données, et élabore des **directives pratiques pour l'évaluation *ex-ante* et *ex-post* des politiques** de sécurité alimentaire et de nutrition fondées sur des données, à l'intention des décideurs nationaux et de l'administration des pays;
- que les entités des Nations Unies et les institutions universitaires nationales et internationales développent et encouragent l'utilisation de **cours d'apprentissage en ligne et de formation continue sur la hiérarchisation et l'utilisation des données à l'intention des décideurs**;

8 Voir la section 5.5.3 du rapport.

- que les donateurs, soutenus par des organisations internationales et des universités, développent et utilisent le calcul des coûts et l'analyse coûts-avantages pour aider les décideurs à estimer les coûts et les avantages d'une prise de décision utilisant des données issues de sources diverses; que la Banque mondiale, dans l'action qu'elle mène pour estimer le coût d'actions spécifiques à la nutrition ou à dimension nutritionnelle pour atteindre les cibles de l'ODD 2, estime également le coût de décisions et d'actions qui ne sont pas étayées par des données actualisées et précises sur la situation de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans les pays, et estime les économies qui pourraient être réalisées en agissant sur la base de meilleures données;
- que les gouvernements (à travers leurs ministères et agences, y compris les services de statistique), le secteur privé, les organisations internationales et les institutions de recherche **remplissent une matrice de processus décisionnel étayé par des données relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition (comme indiqué au chapitre ) chaque fois qu'il leur est demandé de relever un défi spécifique;**
- **que pour toutes les propositions législatives et politiques relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition, l'autorité gouvernementale compétente inclue une annexe détaillée** présentant les données, les sources disponibles et les outils d'analyse destinés à être utilisés pour leur traitement;

Pour appuyer la réalisation des ODD, la Division de statistique redouble d'efforts, élaborant des indicateurs et intégrant des données géospatiales et statistiques. Cependant, tous les pays n'ont pas la même capacité à mettre en place des systèmes alimentaires capables de recueillir des données détaillées et désagrégées dans le temps. Par conséquent, pour que ces initiatives réussissent, il faut que les efforts de modernisation des systèmes statistiques nationaux s'accompagnent d'une assistance aux pays dont les capacités sont limitées.

À cet effet, nous recommandons:

- que les organismes des Nations Unies élaborent des **normes minimales énonçant des critères clairs pour ce qui est d'optimiser l'utilisation des données qui existent** dans leur domaine de compétence, rationalisant les procédures à suivre lorsqu'ils utilisent des données pour la prise de décisions relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition; et privilégient tous les types

de données distantes et numériques et l'élaboration de plans de gestion des données appropriés;

- que les gouvernements, à l'aide de ces normes, **examinent les systèmes nationaux de collecte de données existants pertinents pour la sécurité alimentaire et la nutrition** afin de déterminer les possibilités de les rationaliser et de les moderniser, et d'améliorer leur efficacité et leur utilité;
- que les institutions universitaires se coordonnent, dans le monde, pour consolider les données qui existent dans le domaine de la sécurité alimentaire et de la nutrition et assurent l'innovation continue **dont ont besoin les secteurs de la science des données et de la recherche par enquêtes pour répondre aux questions qui se posent dans ce domaine**;
- que la modernisation des systèmes statistiques nationaux engagée pour mettre en place des systèmes de données relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition complets et coordonnés et appuyer la collecte des données désagrégées et détaillées requises au fil du temps s'accompagne d'une **assistance technique et financière aux pays dont les capacités sont limitées**; que les organismes des Nations Unies et les donateurs créent un **Fonds mondial d'affectation spéciale pour les données relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition**, auquel les gouvernements des pays éligibles et les autres parties intéressées par la production et l'exploitation de données (y compris, par exemple, les communautés et les organisations autochtones) pourraient s'adresser pour obtenir les ressources financières nécessaires à l'établissement de plans de données sur la sécurité alimentaire et la nutrition, à la réalisation d'enquêtes d'évaluation pour certaines communautés, ainsi qu'à la création et à l'acquisition de plateformes de diffusion des données;
- que les organisations internationales qui produisent des données clés sur la sécurité alimentaire et la nutrition forment une **commission conjointe chargée d'harmoniser et de coordonner la publication d'ensembles de données**, ce qui éviterait de publier des ensembles concurrents sur d'importants aspects de ces questions (bilans de produits alimentaires, prix d'aliments et perspectives de marché, évaluations de la sécurité alimentaire, etc.); que toutes ces initiatives veillent en priorité et de manière spécifique à transférer la propriété des données et des méthodologies utilisées aux pays concernés, favorisant l'institutionnalisation de ces systèmes de données dans les plateformes nationales.



- que les gouvernements encouragent l'analyse empirique des microdonnées relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition qui existent dans les administrations, les instituts de statistique, les agences et les universités; favorisent l'embauche de statisticiens, de spécialistes des données et d'experts en analyse de données qualitatives sur la sécurité alimentaire et la nutrition; et **créent un cadre annuel où l'on débatten, en se fondant sur des données, des politiques nationales de sécurité alimentaire et de nutrition.**

## **2. OPTIMISER ET, SI NÉCESSAIRE, RÉORIENTER LES INVESTISSEMENTS ACTUELS LIÉS AUX DONNÉES, TOUT EN RENFORÇANT LA COLLABORATION ENTRE LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES, LES GOUVERNEMENTS, LA SOCIÉTÉ CIVILE, LE MONDE UNIVERSITAIRE ET LE SECTEUR PRIVÉ, AFIN D'HARMONISER ET DE MAXIMISER LE PARTAGE DES DONNÉES RELATIVES À LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET À LA NUTRITION EXISTANTES**

S'il est certes nécessaire d'investir davantage dans la production de données, on peut accomplir beaucoup en utilisant mieux les ressources connexes existantes et en renforçant le rôle que jouent les organisations internationales en tant que productrices de données officielles sur la sécurité alimentaire et la nutrition considérées comme des biens publics.

On peut considérablement réduire le coût des enquêtes et des activités de collecte de données en étant sélectif dans celles à recueillir. Il est donc crucial de planifier *d'emblée* la manière dont les données seront utilisées afin d'éviter d'en recueillir dont l'objectif et l'utilisation ne sont pas clairs. Il est essentiel, pour la sécurité alimentaire et la nutrition, d'optimiser le cycle des données si l'on veut réduire les coûts et améliorer les réponses fondées sur ces données. On peut réduire le temps entre la collecte des données et leur utilisation en mettant en place des plans d'analyse. Les technologies numériques et la télédétection sont très prometteuses pour ce qui est de réduire le coût de la collecte de données, tout comme l'échantillonnage simplifié. Enfin, il nous faut être ouverts à l'évolution des technologies et des processus de collecte, d'analyse et de diffusion des données. À mesure que la technologie progresse, il faut adapter rapidement et efficacement les systèmes de collecte qui existent depuis longtemps. À cet égard, il est essentiel d'harmoniser les modèles de données et leur ontologie.

Bien que certaines initiatives soient déjà en place pour coordonner les activités de collecte de données existantes et leur gouvernance, il faudrait en assurer une plus

grande coordination interne et internationale pour éviter qu'en proliférant de manière déconnectée, elles n'entraînent une duplication coûteuse d'efforts et n'envoient des signaux contradictoires. Il faudrait, autant que possible, que ces initiatives encouragent l'utilisation de données, y compris des données qualitatives générées par le secteur privé, la société civile et les universités, en plus des statistiques officielles, mais que ces sources ne soient jamais destinées à se substituer aux systèmes de données nationaux. Ce dont on a principalement besoin, ce n'est pas de données plus nombreuses, mais d'actions qui garantiront que celles générées sont pertinentes, opportunes et utiles.

- que toutes ces initiatives veillent en priorité et de manière spécifique à **transférer la propriété des données et des méthodologies utilisées aux pays concernés**, favorisant l'institutionnalisation de ces systèmes de données dans les plateformes nationales.

### **3. ACCROÎTRE ET MAINTENIR L'INVESTISSEMENT DANS LA COLLECTE DE DONNÉES ESSENTIELLES POUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA NUTRITION**

Le présent rapport illustre les multiples types de données essentielles pour déterminer et étayer les mesures à prendre en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. Dans la plupart des pays, on manque cruellement de données sur l'agriculture, les environnements alimentaires, l'accès à la nourriture au niveau des ménages, les apports alimentaires et les résultats nutritionnels. Souvent, la plupart des données n'existent que sous la forme de statistiques et d'indicateurs de niveau national, ce qui ne permet pas de comprendre les différences infranationales, les inégalités entre groupes de population et les autres variations qui peuvent intéresser la sécurité alimentaire et la nutrition. Il est donc urgent d'investir davantage et durablement dans la collecte de données suffisamment désagrégées pour combler ces lacunes, en s'appuyant sur des normes claires pour améliorer la granularité de ces données et faire en sorte que les personnes les plus susceptibles d'être touchées par des inégalités soient représentées de manière appropriée. Il faut que ces investissements s'accompagnent d'un investissement simultané dans les capacités, les structures et les institutions afin de garantir l'efficacité des activités liées aux données, de la définition des priorités à l'utilisation.

À cet effet, nous appelons de manière pressante les donateurs et les gouvernements à accroître et à maintenir leur investissement financier dans la collecte et la consolidation des données essentielles à la sécurité alimentaire et à la nutrition. De même, et conscients de la difficulté qu'il y a à accroître l'investissement, nous recommandons:

- que les gouvernements, notamment ceux de pays à revenu faible ou intermédiaire où le manque de données relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition est particulièrement important, établissent des **plans pour définir les priorités de collecte et d'analyse de ces données, et améliorer et optimiser les systèmes existants**. Il faudrait que les organisations internationales et les donateurs aident techniquement et financièrement les pays qui en ont besoin, dans le respect des normes internationales et en veillant à ce que les pays s'approprient les activités;
- que les organismes des Nations Unies, dans leurs domaines de compétence respectifs, élaborent, **à l'intention des gouvernements et des bureaux nationaux de statistique, des directives spécifiques pour ce qui est de rationaliser la collecte de données afin de privilégier celle de données exploitables**;
- que les donateurs, les entités privées des secteurs des technologies de l'information, de la communication et de l'industrie, les groupes de la société civile et les instituts de recherche universitaires **investissent dans le perfectionnement, la validation et l'application de méthodes de collecte de données qui permettent d'économiser les ressources**, comme la télédétection, l'exploration de ressources naturelles par des drones et les outils de collecte de données numériques; que les outils et les technologies qui rationalisent et simplifient la collecte de données (comme REDCap) soient utilisés et promus à tous les niveaux;
- que les organisations internationales et les institutions de recherche universitaires **améliorent les modèles d'analyse existants et en développent de nouveaux** à utiliser dans divers domaines pertinents pour la prise de décision en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, en particulier les approches fondées sur des modèles, afin de **prévoir les valeurs futures des déterminants de la sécurité alimentaire et de la nutrition et des résultats correspondants**, en veillant à ce que ces modèles soient transparents et appliqués de manière souple pour qu'ils puissent générer des prévisions dans le cadre de scénarios alternatifs clairs (en évitant le recours à la modélisation en boîte noire).

#### 4. INVESTIR DANS LE CAPITAL HUMAIN ET DANS LES INFRASTRUCTURES NÉCESSAIRES POUR ASSURER LA DURABILITÉ DES CAPACITÉS DE TRAITEMENT ET D'ANALYSE DES DONNÉES

Il est urgent d'investir spécifiquement dans le capital humain requis pour recueillir, gérer et analyser des données de qualité, mais aussi synthétiser et traduire ces données en informations exploitables pour la prise de décision. Entre autres questions, il nous faut nous pencher sur les différences qui existent entre les pays à revenu élevé et faible, et entre les secteurs privé et public, en termes de capacité à exploiter l'énorme potentiel que recèlent les données existantes, accessibles sur l'internet via des technologies de plus en plus abordables. Une connaissance suffisante des données est nécessaire, en particulier chez les décideurs qui s'appuient sur les résultats de modèles complexes d'analyse de données pour prendre des décisions de stratégie ou d'investissement.

La promotion d'une culture des données dans la population générale serait également un moyen efficace de promouvoir l'agencité des personnes dont la sécurité alimentaire et la nutrition sont en jeu. Il faudrait, en particulier, veiller à promouvoir une compréhension minimale suffisante des statistiques modernes et de la science des données à tous les niveaux, par exemple en incluant ces sujets dans les programmes scolaires et universitaires.

À cet effet, nous recommandons:

- que les gouvernements créent – et que les donateurs financent correctement – des **programmes de bourses d'études ciblés** qui permettent aux jeunes de pays à faible revenu, en particulier aux filles, d'étudier les sciences, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques (STIM);
- que les gouvernements entreprennent **d'inclure d'emblée les statistiques et la science des données dans les programmes de l'enseignement** primaire et secondaire public;
- que les offices nationaux de statistique **offrent à l'ensemble du personnel, de tous âges, des possibilités de formation** propres à améliorer leur aptitude à utiliser des logiciels libres pour l'analyse des données, et récompensent les résultats obtenus;
- que les organismes des Nations Unies et les institutions de recherche internationales aident à éliminer les barrières linguistiques en élargissant

l'éventail des langues dans lesquelles les plateformes d'apprentissage en ligne sont proposées;

- que les organisations internationales, en collaboration avec les établissements universitaires, établissent des critères de qualité pour les supports d'apprentissage en ligne de la science des données, et créent un **cadre qui permette d'évaluer objectivement la qualité et de classer les possibilités d'apprentissage en ligne en libre accès existantes** afin d'identifier les meilleurs cours actualisés et d'appeler l'attention sur les points où une amélioration de la qualité est nécessaire;
- que les organisations internationales évitent d'évincer les capacités locales, en s'efforçant de **collaborer étroitement avec les jeunes professionnels des institutions publiques nationales** chaque fois qu'il est nécessaire d'analyser des données relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition aux niveaux national et infranational.

### **5. AMÉLIORER LA GOUVERNANCE DES DONNÉES À TOUTS LES NIVEAUX, PROMOUVANT L'INCLUSION POUR RECONNAÎTRE ET RENFORCER L'AGENCÉITÉ DE LEURS UTILISATEURS ET PRODUCTEURS**

L'agencéité renvoie à la capacité d'identifier ses propres besoins en matière de données et de produire et utiliser des données pour guider la prise de décision individuelle et collective dans un flux bidirectionnel de données entre les niveaux immédiats et distaux. Son inclusion en tant que l'une des dimensions de la sécurité alimentaire et de la nutrition a d'importantes répercussions sur la collecte, l'analyse et l'utilisation des données correspondantes. Elle souligne, par exemple, la façon dont une utilisation efficace des données existantes et nouvelles bénéficiera grandement d'efforts concertés faits pour promouvoir des mécanismes institutionnels et de gouvernance qui favorisent le partage des données à tous les niveaux et dans tous les secteurs concernés par la sécurité alimentaire et la nutrition, renforçant ainsi l'agencéité de tous ces acteurs. Nous souscrivons fermement et soutenons l'appel lancé dans le Rapport sur le développement dans le monde 2021 pour que l'on travaille, pour les données, à «un nouveau contrat social, qui, fondé sur la confiance, produise de la valeur à partir de données équitablement distribuées» (Banque mondiale, 2021 p. 17). Il est donc essentiel de renforcer le rôle de la collecte, de l'analyse et de l'utilisation des données pour donner la parole aux personnes les plus touchées par les politiques de sécurité alimentaire et de nutrition, c'est-à-dire aux agriculteurs et autres producteurs de denrées

alimentaires, aux peuples autochtones, aux femmes, aux jeunes et aux groupes vulnérables. Une approche fondée sur les droits humains et la réalisation du droit à l'alimentation exige que l'on accorde une plus grande attention aux citoyens en tant que détenteurs de droits et à leur demande de comptes de la part de l'État en tant que détenteur de devoirs dans la réalisation de ce droit. Les données peuvent, en permettant de vérifier l'action des acteurs gouvernementaux et, le cas échéant, du secteur privé, être un instrument d'autonomisation.

La reconnaissance de l'importance de l'agencité des utilisateurs et producteurs de données et son renforcement nécessitent un environnement politique favorable et un développement des capacités. Cette agencité renforcée dans la production et l'accès aux données (en particulier par le biais des technologies numériques) peut aider à répondre aux problèmes éthiques que posent les déséquilibres de pouvoir dans la propriété et le contrôle des données, et contribuer à réduire les inégalités.

À cet effet, nous recommandons:

- que les gouvernements, les organisations internationales, la société civile, les entreprises privées et les instituts de recherche, tant publics que privés, **se conforment aux principes existants du libre accès aux données et aux outils d'analyse**, garantissant ainsi l'accès aux résultats de recherche et leur reproductibilité, et s'adaptent continuellement pour améliorer l'accès aux données au fil de l'évolution des principes et des orientations du libre accès;
- que toutes les **données gouvernementales qui se réfèrent à l'agriculture, à la sécurité alimentaire et à la nutrition soient traitées comme «ouvertes par défaut»**, comme l'a récemment approuvé la Commission de statistique de l'ONU;
- que les gouvernements et les organismes multilatéraux des Nations Unies œuvrent à améliorer les **cadres juridiques qui protègent les données sensibles et la vie privée**, en mettant en place des systèmes de reddition de comptes pour leur mise en œuvre;
- que la FAO et les autres organismes des Nations Unies qui ont un mandat afférent à l'agriculture, à l'alimentation et à la nutrition élaborent, **pour la production et l'utilisation des données, un code de conduite qui, fondé sur les principes FAIR et CARE**, prenne en compte la diversité des questions

liées à la gouvernance des données relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition, y compris les déséquilibres de pouvoir, l'inclusion, l'opérationnalisation des principes d'accès ouvert et de transparence, pour tous les types d'actions dans la production, la consolidation et l'utilisation des données; et que la **FAO devienne un certificateur FAIR et CARE pour les ensembles de données agricoles, alimentaires et nutritionnelles;**

- que le CSA étudie la possibilité de créer, **pour la sécurité alimentaire et la nutrition, un ou plusieurs fonds d'affectation spéciale de données** où un sous-groupe de membres du Comité pourrait, en tant que fiduciaires, recevoir le droit légal de prendre, au nom des propriétaires des données, des décisions telles que qui a accès à des données spécifiques et à quelles fins; et que ce ou ces fonds puissent constituer la base juridique d'un partage des données recueillies avec des fonds obtenus par le biais du Fonds mondial d'affectation spéciale pour les données relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition;
- que le CSA organise un **atelier pour évaluer l'état du partage des données privées dans les domaines de l'agriculture, de la sécurité alimentaire et de la nutrition** et envisage d'explorer la possibilité de piloter l'affectation spéciale de données susmentionnée pour la sécurité alimentaire et la nutrition;
- que des **initiatives appropriées de collaboration en matière de données entre les gouvernements, les organisations internationales, la société civile et les entreprises privées** du secteur de l'information et de la communication soient mises en œuvre pour garantir l'accès à toutes les données pertinentes, non personnelles, relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition, générées et stockées par des agents privés;
- que, sur demande justifiée, **les données personnelles recueillies et stockées par des agents privés soient obligatoirement rendues accessibles aux organisations gouvernementales et intergouvernementales à des fins de recherche et d'élaboration de politiques**, d'une manière qui protège contre les abus et les violations de la vie privée et des autres droits de l'individu;
- que les secteurs privé et public, ainsi que tous les acteurs mentionnés précédemment, engagent des processus d'analyse qui intègrent l'interface science-politique au travers, par exemple, d'analyses prévisionnelles (par exemple, Foresight4Food), de processus DELPHI ou d'approches qui intègrent de multiples types d'analyse pour associer divers acteurs et décideurs (par exemple, l'approche INFORMAS pour l'étude des environnements alimentaires).







Le droit à l'alimentation est un droit humain fondamental, mais trop de personnes, dans le monde, n'ont pas un accès sûr à la nourriture dont elles ont besoin. Des données de qualité et leur analyse précise sont essentielles pour concevoir, suivre et évaluer des politiques efficaces de sécurité alimentaire et de nutrition. Elles sont également fondamentales pour garantir la responsabilité des politiques gouvernementales et surveiller leur mise en œuvre et leur impact. La révolution des données, portée par les nouvelles technologies, accroît de manière exponentielle le volume et les types de données disponibles. Cela offre d'importantes possibilités d'informer et de transformer les systèmes alimentaires, mais crée également de nouveaux problèmes qui, s'ils ne sont pas correctement traités, peuvent creuser les inégalités. Le présent rapport décrit la complexité inhérente et les multiples dimensions de la collecte, de l'analyse et de l'utilisation des données relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition, y compris les dimensions économiques, sociales, institutionnelles, politiques, juridiques et techniques, les types d'utilisateurs concernés et les nombreux et divers objectifs pour lesquels les données peuvent être utilisées dans les activités de sécurité alimentaire et de nutrition, ainsi que les défis existants. Il propose également des recommandations concrètes visant à renforcer la contribution des données à l'objectif de garantie de la sécurité alimentaire et d'une bonne nutrition pour tous.